

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS189/1
G/L/345
G/ADP/D23/1
1er février 2000
(00-0398)

Original: anglais

ARGENTINE - MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES À L'IMPORTATION DE CARTON EN PROVENANCE D'ALLEMAGNE ET MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES À L'IMPORTATION DE CARREAUX DE SOL EN CÉRAMIQUE EN PROVENANCE D'ITALIE

Demande de consultations présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 26 janvier 2000, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne à la Mission permanente de l'Argentine et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Au nom des Communautés européennes (les "CE"), je demande l'ouverture de consultations avec la République argentine conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et à l'article 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping") au sujet des mesures suivantes:

- les mesures antidumping définitives à l'importation de carton en provenance d'Allemagne imposées le 26 février 1999; et
- les mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie imposées le 12 novembre 1999.

Dans les deux cas, il apparaît que l'autorité argentine chargée de l'enquête a rejeté sans justification valable les demandes de traitement confidentiel adressées par les exportateurs des CE concernant des renseignements commerciaux extrêmement sensibles, y compris des renseignements sur les prix et les coûts de production.

Par ailleurs, il apparaît que l'autorité argentine chargée de l'enquête a ignoré la plupart des renseignements présentés par les exportateurs des CE tant pour la détermination provisoire que pour la détermination finale de l'existence d'un dumping. Ces renseignements avaient été communiqués en temps utile et de manière appropriée. En outre, ladite autorité n'a apparemment donné aucune explication, ni avant d'établir les déterminations finales ni dans les rapports finals, quant aux raisons pour lesquelles les renseignements adressés par les exportateurs des CE n'avaient pas été pris en compte.

Enfin, il semble que l'autorité argentine chargée de l'enquête n'ait pas divulgué les faits essentiels examinés, lesquels constituaient le fondement de la décision d'imposer les mesures antidumping.

./.

Les CE considèrent que, pour les raisons susmentionnées, il apparaît que les mesures antidumping en cause sont incompatibles avec les obligations de l'Argentine au titre de l'Accord antidumping et, de ce fait, annulent ou compromettent les avantages résultant pour les CE dudit accord.

En particulier, il semble que ces mesures soient contraires aux dispositions ci-après de l'Accord antidumping:

- article 2;
- articles 6.5, 6.9 et 6.10; et
- article 6.8 considéré conjointement avec les paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II.

J'attends votre réponse à cette demande des Communautés européennes et espère qu'une date mutuellement acceptable pourra être fixée pour les consultations.
